



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

# Madagascar

Programme de partenariat du Réseau mondial contre  
les crises alimentaires – Investissement par pays

Évaluation d'impact (avril 2022)



Programme de partenariat  
Réseau mondial contre les crises alimentaires

La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de la FAO et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

Photo de couverture: ©FAO/Alexander Joe

## Résumé

Le projet «PRO-ACTING – Promotion des actions proactives et innovantes en prévention des crises alimentaires dans le Grand Sud de Madagascar» s’inscrit dans le cadre du Programme du Réseau mondial contre les crises alimentaires. Le Programme vise à promouvoir la recherche de données probantes, d’innovations et de changements de politiques pour apporter des solutions durables aux crises alimentaires et accroître la résilience des moyens d’existence des populations vulnérables contre celles-ci. L’intervention a eu lieu dans trois régions du Grand Sud de Madagascar, à savoir Androy, Anosy et Atsimo-Atsinanana, dans les districts d’Ambovombe-Androy, Bekily, Beloha, Tsihombe (Androy), Amboasary (Anosy), Farafangana et Vangaindrano (Atsimo-Atsinanana).

À Madagascar, le secteur agricole a été fortement touché par les effets de la pandémie de covid-19, notamment par les mesures de restriction imposées par les gouvernements. Afin de capturer l’exposition des ménages du Grand Sud à la covid-19 et les conséquences sur leurs moyens d’existence et leur accès à la nourriture et à l’eau potable, un module spécifique a été ajouté au questionnaire pour l’enquête finale. De plus, en raison de la sécheresse prolongée dans cette zone et des effets dévastateurs sur la sécurité alimentaire des populations, un mécanisme de crise, le «*crisis modifier*» (assistance en transferts monétaires inconditionnelles), a été enclenché afin de protéger les ménages les plus vulnérables.

L’objectif de ce rapport est d’examiner l’impact du projet sur la résilience et la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires, ainsi que la manière dont l’intervention a pu contribuer (ou non) à soutenir les efforts consentis pour atteindre l’objectif 2 de «Faim Zéro» du Programme de développement durable à l’horizon 2030. Il permet également d’évaluer les avancées vers les objectifs que la FAO s’est fixée en matière d’amélioration de la production, de la nutrition, de l’environnement et des conditions de vie des ménages (les *Four Betters* ou quatre améliorations), dans un contexte de crises et de chocs de plus en plus sévères et fréquents.

L’analyse montre que le projet a permis de contrebalancer l’impact des chocs qui ont sévi dans le Grand Sud de Madagascar, en particulier leurs effets négatifs sur la sécurité alimentaire. En effet, la sécurité alimentaire des ménages ciblés a été préservée grâce à l’intervention et ce malgré la longue période de sécheresse qui a touché la zone et les conséquences socio-économiques de la pandémie en termes d’accès à l’eau, aux aliments de base et aux possibilités de continuer à générer des revenus. De plus, le projet a permis de renforcer la capacité de résilience des ménages ciblés, en particulier à travers l’expansion des filets de protection sociale au niveau communautaire (les ménages étant plus aptes à se soutenir mutuellement en cas de chocs futurs) et par le biais d’un meilleur accès aux actifs productifs, tels que les intrants et équipements agricoles, le petit élevage et les semences améliorées. Enfin, le renforcement des systèmes d’information dans le cadre du projet a permis de fournir des informations opportunes pour déclencher une réponse efficace aux besoins immédiats des ménages en termes de sécurité alimentaire. Par conséquent, l’intervention PRO-ACTING dans le Grand Sud de Madagascar s’inscrit pleinement dans l’Agenda 2030 pour le développement durable, contribuant à atteindre notamment l’objectif 2. Le projet a également contribué à atteindre deux des quatre améliorations visées par le cadre stratégique de la FAO, à savoir l’amélioration de la nutrition et des conditions de vie des ménages dans un contexte particulièrement marqué par les chocs climatiques.

## Remerciements

Ce rapport est un produit conjoint de l'équipe de Mesure et analyse de l'indice de résilience de la Division de l'économie agroalimentaire et de l'équipe de Suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage du Bureau des urgences et de la résilience de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en étroite collaboration avec le Bureau de la FAO à Madagascar. Remerciements à Jeanne Pinay, Erin O'Brien, Marco d'Errico, Rebecca Pietrelli et Luca Russo pour leurs contributions techniques. Un grand merci également aux équipes de la FAO à Madagascar pour leur rôle primordial durant tout le processus, en particulier Mbuli Charles Boliko (Représentant de la FAO à Madagascar, aux Comores, à Maurice et aux Seychelles), Aloys Nizigiyimana (Représentant adjoint), Andry Razanakoton (coordinateur du projet), Johanna Rakotoson et Andotiana Randrianaivo (unité suivi et évaluation) et Volantiana Raharinaivo (chargée de communication).

# Introduction

À Madagascar, 81 pour cent de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté, un niveau record lié aux effets dévastateurs de la covid-19 et des sécheresses récurrentes qui touchent les régions du sud<sup>1</sup>. Le pays est continuellement exposé aux ravageurs et catastrophes climatiques, en particulier les cyclones et la sécheresse. La saison cyclonique coïncide avec la période de soudure, ce qui met davantage en péril la situation alimentaire des ménages touchés par ces chocs.

Depuis le début de l'intervention PRO-ACTING, vers mi-2019, les populations des zones d'intervention ont été doublement touchées par la pandémie de covid-19 (la maladie mais également les défis engendrés par l'état d'urgence qui a perturbé l'accès à la nourriture et aux marchés), et par une forte sécheresse, qui a eu un impact particulièrement sévère sur la sécurité alimentaire<sup>2</sup> dans le Grand Sud. La mise en œuvre d'un « modificateur de crise » (ou « *crisis modifier* ») a donc été déclenché mi-2021 permettant de fournir une assistance inconditionnelle en transferts monétaires aux ménages les plus vulnérables afin de protéger leurs actifs et de répondre à leurs besoins immédiats.

## Théorie du changement

Le projet PRO-ACTING à Madagascar vise à améliorer la résilience des communautés et des ménages vulnérables aux crises alimentaires dans le Grand Sud. Les activités du projet s'organisent autour de trois axes d'intervention: (i) la diversification de la production agricole vivrière et des sources de revenu à travers la promotion de l'agriculture intelligente face au climat, l'agriculture sensible à la nutrition et la protection sociale; (ii) le renforcement des dispositifs d'intervention précoce pour prévenir et/ou atténuer les aléas; (iii) le partage de connaissances pour la mise en place ou la pérennisation de l'action.

Grâce aux activités du Résultat 1, les bonnes pratiques en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été identifiées au début de l'intervention sur la base de l'expérience de la FAO et de ses partenaires pendant la mise en œuvre et le suivi des interventions. Ces messages ont été largement diffusés par divers canaux, y compris les réseaux sociaux, les livrets, les fiches d'information et les séances techniques. Le fondement était le suivant: si les bonnes pratiques fondées sur des preuves et témoignages des agricultures sont accessibles aux agents techniques sur le terrain et aux ménages ciblés, l'adoption et l'application de ces bonnes pratiques seront accrues.

Le Résultat 1 était axé sur les principes suivants:

- si les pratiques agricoles et techniques des ménages sont améliorées par la distribution d'outils et d'intrants de bonne qualité, ainsi que par la dispense de formations techniques et la mise en œuvre des bonnes pratiques de l'agriculture intelligente face au climat;
- si la diversification des activités productives est élargie à une plus grande variété de cultures et légumineuses améliorées, ainsi qu'à des pratiques complémentaires telles que la pêche, la pisciculture, l'aviculture et la carpiculture;
- si les ménages assistés ont des productions diversifiées malgré les aléas;
- si les ménages ont des stocks de vivres au début de la soudure et/ou après les aléas;
- si les dispositifs d'intervention précoces pour prévenir et/ou atténuer les effets des aléas sont renforcés;
- si les ménages sont formés et sensibilisés pour mettre en œuvre les pratiques d'agriculture sensible à la nutrition;

---

<sup>1</sup> <https://www.banquemonddiale.org/fr/country/madagascar/overview#1>

<sup>2</sup> La région, et notamment certaines des zones d'intervention, est passée de la Phase 3 (crise) de l'IPC à la Phase 4 (urgence) entre juin 2019 (enquête de référence) et octobre 2021 (enquête finale) – <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1155379/?iso3=MDG>

- si les producteurs locaux sont formés pour produire des semences de qualité qui seront disponibles pour les ménages et sur le marché local;
- si les producteurs locaux sont formés aux pratiques de conservation et de transformation;
- si les producteurs locaux sont soutenus pour identifier les opportunités génératrices de revenus et d'accès au marché par l'identification de points d'entrée clés;
- si des groupes villageois d'épargne et de crédit sont créés et si les membres sont formés aux stratégies d'épargne des ménages.

**Alors**, il y aura des impacts positifs sur les moyens de subsistance des ménages ciblés et sur leurs capacités d'adaptation face aux effets des aléas climatiques et des chocs prévisibles dans le secteur agricole sur le court, moyen et long terme. En outre, le Résultat 1 était conçu pour renforcer trois des quatre piliers de la résilience par la mise en œuvre d'activités dédiées, à savoir:

- Le renforcement de la capacité d'adaptation des ménages, afin de les protéger contre les impacts négatifs des chocs et aléas naturels en multipliant les moyens par lesquels ils peuvent répondre à leurs besoins alimentaires et à leurs moyens de subsistance. Ainsi, les ménages sont soutenus afin d'augmenter le nombre de spéculations cultivées au cours d'une saison et tout au long de l'année, à travers la distribution d'une variété de semences, de matériel végétal, d'intrants et le soutien technique pour l'application des pratiques agricoles améliorées. Ce soutien est associé aux activités qui visent à la diversification des sources de revenus à travers des formations sur la conservation et la transformation, l'accès au marché et l'économie des ménages.
- La mise en place de champs écoles paysans et d'associations villageoises d'épargne et de crédit renforce les filets de sécurité sociale sur lesquels les ménages peuvent s'appuyer en cas de besoin, dans le but de réduire le recours à des stratégies d'adaptation négatives.
- L'appui matériel et technique fourni par ce résultat augmente la base d'actifs productifs des ménages, en termes d'intrants et d'outils de qualité et de quantités globales de production et de diversification des activités (pisciculture, pêche, aviculture et carpiculture).

En outre, le Résultat 1 a été conçu pour avoir un fort impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment: (i) en améliorant l'accès des ménages à une nourriture variée et de qualité à travers une meilleure diversification de la production grâce à l'introduction de cultures et de légumes plus nutritifs; et, (ii) en promouvant la transformation et la conservation pour réduire les pertes alimentaires, ainsi que grâce à la dispense de formation sur les pratiques sensibles à la nutrition. Les activités avaient également pour objectif de réduire la période de soudure des ménages.

Le Résultat 2 était axé sur les principes suivants:

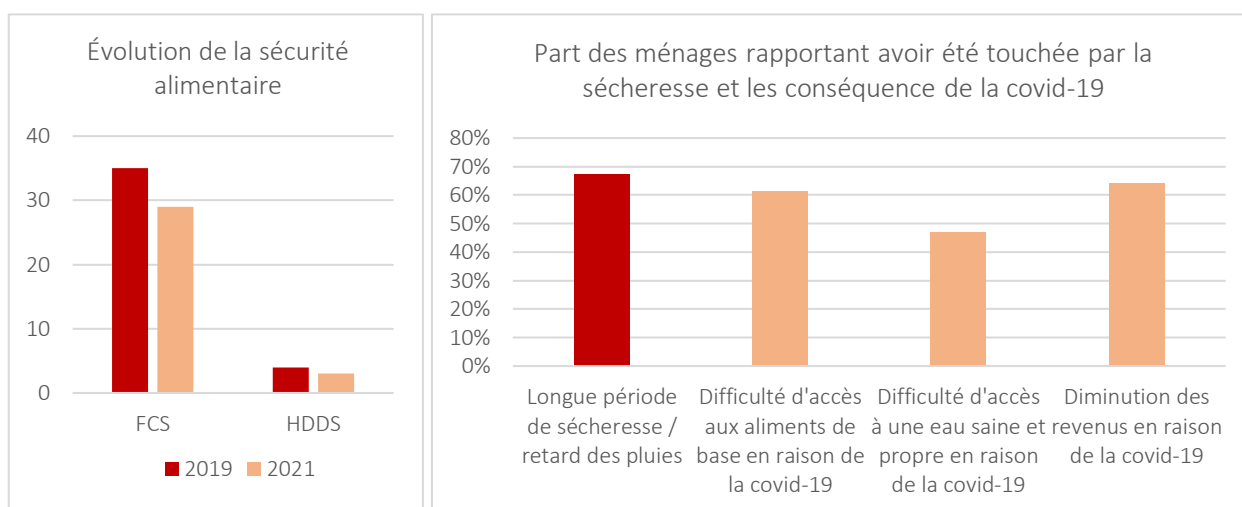
- si les systèmes d'alerte précoce (existants et nouvellement établis) sont soutenus pour générer des informations régulières sur l'agro-météorologie, la sécurité alimentaire et la vulnérabilité;
- si les partenaires locaux et les communautés sont encouragés à s'approprier ces systèmes par la création de comités d'alerte précoce (AIP);
- si des semences de qualité sont achetées auprès des groupements de production de semences et prépositionnées;
- si les ménages peuvent développer des actions anticipées lorsque les déclencheurs sont atteints (dans ce cas, un transfert monétaire inconditionnel).

**Alors**, les effets des aléas peuvent être prévenus et/ou atténués. Ceci a été conçu pour permettre de renforcer la capacité des acteurs à fixer des seuils, à surveiller, à analyser les informations et à activer des actions anticipées pour sauvegarder les actifs et protéger la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables.

## Résultats

En moyenne, l'indice de capacité de résilience (RCI) et quasiment toutes les variables de résilience se sont améliorées entre l'enquête de référence et l'enquête finale, à l'exception des indicateurs de sécurité alimentaire (score de diversité alimentaire [FCS] et score de diversité alimentaire au niveau des ménages [HDDS]). En effet, la sécurité alimentaire des ménages dans le Sud de Madagascar s'est dégradée depuis 2019 aussi bien en termes de quantité consommée que de diversité alimentaire. Ceci s'explique en grande partie par la longue période de sécheresse et les conséquences économiques et sociales de la pandémie de covid-19. En effet, une large majorité des ménages interrogés rapporte avoir été touchée par la longue période de sécheresse et/ou une insuffisance ou un retard des pluies au cours des 12 derniers mois précédents l'enquête finale et avoir souffert des conséquences négatives de la covid-19 depuis mars 2020<sup>3</sup>, en termes d'accès à l'eau potable et aux aliments de base, ainsi que en lien avec la perte de revenus.

Figure 1. Évolution des indices de sécurité alimentaire et facteurs déterminants

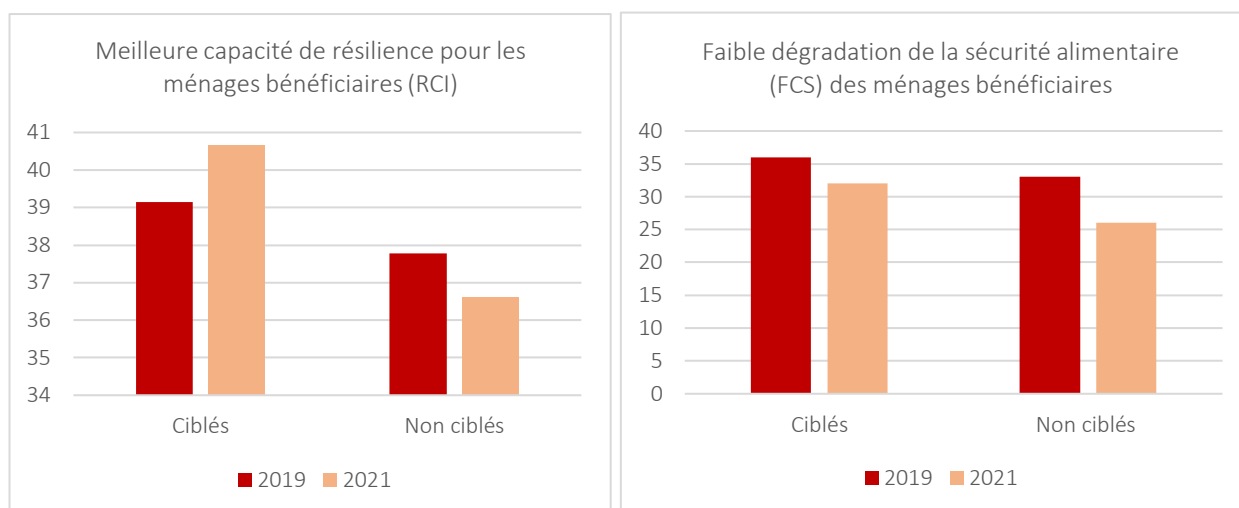


Source: FAO 2022, Évaluation d'impact du projet PRO-ACTING dans le Grand Sud de Madagascar, avril 2022

L'analyse montre que la résilience des ménages bénéficiaires s'est améliorée, tandis que la résilience des ménages non bénéficiaires a diminué. Ainsi, le RCI des ménages ciblés a augmenté grâce aux activités mises en œuvre, et ce malgré la forte exposition aux chocs, permettant ainsi de protéger la sécurité alimentaire des populations (la réduction du FCS est en effet moindre pour les ménages ciblés comparé aux ménages non ciblés). Les activités agricoles mises en place (distribution de semences de qualité, formation et encadrements techniques en matière agricole, distribution de petits bétails de race améliorée, renforcement des dispositifs d'irrigation) ont en effet permis d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité des produits alimentaires diversifiés et à haute valeur nutritionnelle.

<sup>3</sup> Les premiers cas de la covid-19 ont été identifiés au mois de mars 2020 et les mesures de restrictions gouvernementales ont été imposées au même moment – <https://www.unicef.org/madagascar/documents/rapport-de-situation-sur-l%C3%A9pid%C3%A9mie-de-coronavirus-%C3%A0-madagascar>

Figure 2. Indices de sécurité alimentaire et de résilience des ménages bénéficiaires



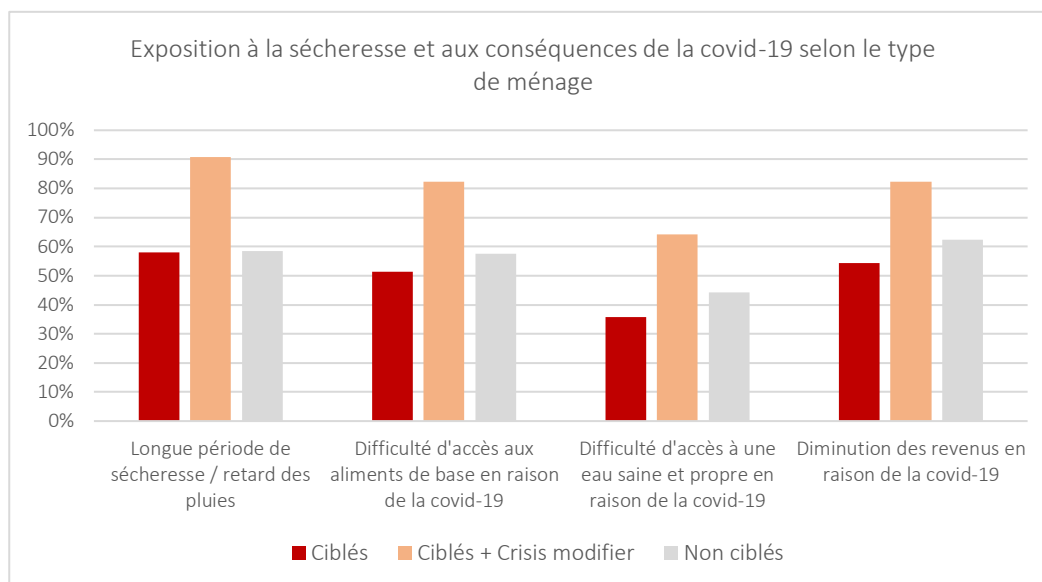
Source: FAO 2022, Évaluation d'impact du projet PRO-ACTING dans le Grand Sud de Madagascar, avril 2022

L'accès accru aux filets sociaux, et en particulier le renforcement des filets sociaux informels (soutien entre membres de la communauté, entre amis, ou entre membres de la même famille), a permis d'améliorer la résilience des ménages bénéficiaires. En effet, une plus grande participation des ménages à des associations communautaires ou familiales suite au projet, signifie que les ménages sont plus aptes à soutenir et/ou être soutenus par les autres membres de la communauté/famille/amis en cas de chocs futurs. Ainsi, la mise en place des champs écoles paysans et des associations villageoises d'épargne et de crédit a permis de renforcer les filets de sécurité sociale sur lesquels les ménages peuvent s'appuyer en cas de besoin. Aussi, l'augmentation de la base d'actifs productifs des ménages (intrants et équipements agricoles de qualité, quantités globales de production et de diversification, telles que les activités de pisciculture, pêche, aviculture et carpiculture) s'est améliorée et a contribué à renforcer la capacité de résilience des ménages ciblés par le projet.

Par ailleurs, on observe que les ménages qui ont reçu des transferts monétaires dans le cadre de l'intervention *crisis modifier* ont quasiment tous été touchés par les effets de la sécheresse et par les conséquences socio-économiques de la covid-19.



Figure 3. Exposition aux chocs des différents groupes de ménages



Source: FAO 2022, Évaluation d'impact du projet PRO-ACTING dans le Grand Sud de Madagascar, avril 2022

L'analyse indique que l'intervention *crisis modifier*, qui s'est ajoutée aux activités du projet, a eu un effet positif sur le FCS et les variables de résilience des ménages ciblés, leur permettant de compenser les effets négatifs des chocs et de préserver leur résilience malgré une forte exposition (aucun impact – positif ou négatif – significatif n'est détecté sur le RCI). De plus, l'intervention témoigne de deux résultats importants; premièrement, elle a permis de renforcer les dispositifs d'interventions précoces, notamment le système d'information sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité, qui vise à surveiller régulièrement l'évolution de la situation à travers la mise en œuvre du plan national AIP sécheresse et inondation. En effet, la mise en place de comités AIP au niveau communautaire et la valorisation des informations utiles à l'agriculture par les communautés a permis de fournir des informations opportunes pour déclencher une réponse efficace aux besoins immédiats en terme de sécurité alimentaire. Dans un second temps, l'investissement réalisé par le projet dans les comités locaux d'action anticipative a permis un ciblage efficace. En effet, les résultats démontrent que les ménages ciblés avec le soutien supplémentaire des comités étaient effectivement particulièrement exposés aux chocs.

## Méthodologie

L'enquête utilise comme base la version réduite du questionnaire de Mesure et analyse de l'indice de résilience (RIMA)<sup>4</sup>, développé par la FAO. La méthodologie RIMA explore la relation entre un ensemble de variables de résilience pour construire le RCI, basée sur quatre piliers: (i) actifs; (ii) filets de protection sociaux; (iii) capacité d'adaptation; et, (iv) accès aux services de base. Le RCI mesure la capacité d'un ménage à résister aux stress et aux chocs<sup>5</sup>. La méthodologie explique également dans quelle mesure chaque pilier contribue à la capacité de résilience et comment chaque variable observée contribue à son pilier.

La collecte des données sur le terrain a eu lieu du 11 juin au 4 juillet 2019 (enquête de référence) et du 9 au 22 octobre 2021 (enquête finale). Un plan d'échantillonnage à deux degrés a été adopté. Au niveau primaire, l'échantillon est constitué de 84 *fokontany* tirés de manière aléatoire et suivant la méthode de probabilité proportionnelle à la taille. Dans chaque *fokontany*, l'échantillon secondaire est ensuite constitué des ménages tirés avec probabilité égale. Le groupe témoin est issu des mêmes communes que le groupe participant au projet, mais dans des *fokontany* qui ne sont pas couverts par les actions du projet afin de minimiser les effets de contagion. Avant chaque entretien, les ménages sont informés de la confidentialité des informations et des données collectées, ainsi que de leur droit de refuser de répondre à l'enquête (auquel cas le ménage ne fera finalement pas partie de l'échantillon).

S'appuyant sur l'expérience de l'enquête de référence, l'enquête finale vise, dans la mesure du possible, à interroger les mêmes ménages pour comprendre les changements qu'ils ont subis au fil du temps. Interroger à la fois les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires permet de mieux comprendre si les changements de capacité de résilience et la sécurité alimentaire sont vécus différemment entre les différentes catégories de ménages, selon le contexte du projet, et aide à l'attribution des résultats aux activités du projet. Ainsi, la stratégie d'échantillonnage repose sur la construction d'un ensemble de données *panel* qui permet de comparer la situation des mêmes ménages avant et après l'intervention.

En pratique, dans la mesure où seulement 121 ménages parmi ceux interrogés à l'enquête de référence et identifiés comme faisant partie du groupe de ménages participants au projet ont effectivement été appuyés<sup>6</sup>, une stratégie de remplacement a été mise en place. Un nouvel échantillon de ménages a été tiré de manière aléatoire parmi la liste des ménages bénéficiaires, de façon homogène en terme de localisation par souci de représentativité. Des questions de rappel ou «*recall*» (par exemple se référant à juin 2019 lorsque l'enquête de référence a été mise en œuvre) ont été ajoutées au questionnaire et posées uniquement à ces ménages afin d'être en mesure d'estimer la valeur des principaux indicateurs du projet pour ces ménages au moment de l'enquête de référence. L'échantillon *panel* comprenait 1 208 ménages, dont 793 participants au projet (121 de l'enquête de référence et 672 en *recall*) et 415 témoins (290 de l'enquête de référence et 125 en *recall*). De plus, parmi les participants au projet, 237 ménages (37 de la baseline et 200 en *recall*) ont bénéficié, en plus des activités du projet, du *crisis modifier* (PRO-ACTING+: interventions du projet prévues pour être déclenchées en cas de choc), de même que 95 ménages du groupe témoin (79 de la baseline et 16 en *recall*).

---

<sup>4</sup> Disponible au lien suivant: <https://www.fao.org/publications/card/en/c/CB2348EN/>

<sup>5</sup> FAO. (2016). *RIMA II: Analysing resilience for better targeting and action*. <http://www.fao.org/3/a-i5665e.pdf>

<sup>6</sup> Le ciblage des ménages participants au projet n'était pas encore finalisé lors de la sélection de l'échantillon de l'enquête baseline – il s'est fait en parallèle. Les ménages échantillons du baseline ont été sélectionnés de manière aléatoire dans les zones d'intervention prévues pour le projet sur la base des critères de ciblage des ménages participants. Finalement, il n'y avait que 156 ménages interrogés à l'enquête de référence parmi les ménages ciblés et lors de l'enquête finale 121 ménages sur 156 ont pu être réinterrogés.

Finalement, le nombre de ménages participants au projet (sans le *crisis modifier*) dans l'échantillon s'élève à 556 (84 de la baseline et 472 en *recall*), et le nombre de ménages purement témoin (ceux qui n'ont bénéficié d'aucun type d'intervention) est de 320 (211 de la baseline et 109 en *recall*).

L'évaluation d'impact repose sur la méthode dite de «double différence» avec pondération de probabilité inverse pour comparer les indicateurs de résilience et de sécurité alimentaire des participants et non-participants au projet (groupe témoin), avant et après l'intervention afin d'identifier (ou non) une relation de cause à effet. Le fait d'avoir un groupe témoin permet de s'assurer que les changements identifiés entre le groupe de participants au projet et le groupe non-participants sont effectivement attribuables à l'intervention. Deux types d'analyses ont été menées séparément (Analyse 1 – Évaluation PRO-ACTING; Analyse 2 – Évaluation PRO-ACTING+) pour tenir compte du fait que certains ménages ont reçu la composante *crisis modifier*. Pour chaque type d'analyse (ou comparaison), on utilise d'abord les statistiques descriptives pour comparer les tendances globales en termes d'indicateurs de résilience et de sécurité alimentaire entre l'enquête de référence et l'enquête finale. Ensuite, on effectue des tests de significativité de différence de moyenne (test de «*student*», ou «*t-test*») afin de comparer les résultats de deux groupes distincts (participants et non-participants), puis on utilise la méthode de double différence avec pondération de probabilité inverse pour identifier l'effet causal.

## Conclusions et recommandations principales

L'évaluation d'impact montre que le projet PRO-ACTING a permis d'atténuer les effets négatifs des chocs (notamment la sécheresse prolongée et les conséquences socio-économiques de la pandémie de covid-19) sur la sécurité alimentaire et a contribué à l'amélioration de la capacité de résilience des ménages. Si des chocs sévères n'avaient pas sévis dans la zone, la sécurité alimentaire et la résilience des ménages se seraient renforcées davantage. Réciproquement, sans l'intervention PRO-ACTING, de nombreux ménages n'auraient pas pu faire face à ces chocs et à leurs effets dévastateurs.

C'est en grande partie grâce à l'amélioration de l'accès des ménages aux filets sociaux, et en particulier aux transferts informels, que leurs capacités de résilience se sont renforcées et leur sécurité alimentaire a été préservée. En effet, on observe une plus grande participation des ménages à des associations communautaires ou familiales suite au projet, ce qui suggère que ce dernier a rendu les ménages plus aptes à soutenir et/ou être soutenus par les autres membres de la communauté/famille en cas de chocs futurs. De plus, la base d'actifs productifs possédés par les ménages (à travers la dotation d'intrants et équipements agricoles de qualité, aux productions obtenues et aux activités de diversification telles que la pêche, la pisciculture, l'aviculture et la carpiculture) a augmenté, ce qui a contribué à renforcer la capacité de résilience des ménages ciblés par le projet.

De plus, le renforcement des dispositifs de surveillance et d'AIP a permis de fournir des informations opportunes pour déclencher une réponse efficace aux besoins immédiats, ce qui a permis de préserver la sécurité alimentaire et la résilience des ménages les plus touchés par les chocs.

L'analyse d'impact a ainsi démontré l'effet positif des activités mises en œuvre dans le cadre du projet en termes de résilience et de sécurité alimentaire dans un contexte marqué par une multitude de chocs. En particulier, les activités agricoles visant à améliorer l'accès des ménages aux actifs productifs ont eu un effet doublement positif, puisqu'elles ont permis non seulement d'augmenter la disponibilité et l'accessibilité des produits alimentaires, mais également de renforcer la capacité de résilience des ménages. En effet, ils disposent maintenant d'une base d'actifs productifs plus vaste et variée, leur permettant de renforcer et de préserver leurs moyens de subsistance.

L'accès aux actifs et la capacité à accumuler des actifs productifs est un aspect clé de la résilience, puisqu'ils constituent la base des moyens d'existence des ménages agricoles. En effet, en cas de choc, les ménages recourent à des stratégies de survie, la plus répandue étant la vente d'actifs productifs qui leur permet de protéger leur sécurité alimentaire. Ainsi, il est conseillé d'inclure un volet de distribution d'actifs productifs ayant pour but l'accumulation d'actifs dans tout projet visant à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des ménages sur le long terme. De plus, ce rapport montre comment la mise en place de systèmes d'alerte et interventions précoces efficaces permet de lutter en amont contre les effets destructeurs des chocs sur la résilience et la sécurité alimentaire des ménages, de protéger les acquis des investissements du projet et d'ainsi éviter les crises alimentaires. Il est donc fortement conseillé de miser sur le renforcement de ces systèmes d'information liés à des seuils de déclenchement d'actions concrètes d'anticipation, afin d'atténuer les effets négatifs des aléas et d'éviter les catastrophes. Enfin, considérant la fréquence et la sévérité des chocs (notamment climatiques) à Madagascar, l'intensification et l'élargissement des activités d'un projet tel que le projet PRO-ACTING pourraient contribuer à soutenir et accroître la résilience des moyens d'existence des populations vulnérables aux crises alimentaires.

Ce rapport montre l'utilité de collecter des données panel et d'interroger un groupe de ménages non ciblés afin de connaître l'impact du projet et d'en tirer des conclusions. Ceci permet non seulement de tirer des leçons apprises de la mise en œuvre du projet, mais également d'informer les futurs projets. Sans des données de type panel, et sans un groupe de ménages non ciblés, il est impossible d'effectuer une évaluation d'impact qui repose sur des procédés statistiques robustes, et seule une comparaison avant/après serait possible; ce qui ne permet pas d'isoler les effets extérieurs au projet et donc d'évaluer l'impact net du projet sur les ménages ciblés. Par exemple, dans le cas du projet PRO-ACTING, l'analyse a tiré des résultats concrets grâce à l'entretien des mêmes ménages avant et après l'intervention et au groupe de ménages non ciblés suivi afin d'examiner quelle aurait été la situation des ménages ciblés s'ils n'avaient pas bénéficié des activités du projet. En particulier, dans les contextes de crise alimentaire, où les chocs ont tendance à avoir de graves impacts sur la population en général et sur divers aspects de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il est important de pouvoir comprendre dans quelle mesure et comment l'intervention a atténué les effets négatifs des chocs sur la sécurité alimentaire et la résilience des participants, afin de pouvoir informer les décisions futures en matière de programmation.

## Contact

---

Bureau des urgences et de la résilience de la FAO  
OER-Director@fao.org  
fao.org/emergencies/fr

---

**Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture**

Rome, Italie

### CITER COMME SUIV:

**FAO.** 2022. *Madagascar: Évaluation d'impact (avril 2022) – Programme de partenariat du Réseau mondial contre les crises alimentaires – Investissement par pays.* Rome.  
<https://doi.org/10.4060/cc2145fr>



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO